

## LA DEMOCRATIE MUTILEE

Le rideau est tombé sur les élections communales au Maroc. Au niveau des résultats annoncés, le scénario prévu par le pouvoir, orchestré et exécuté de main de maître par l'administration s'est globalement réalisé. La carte politique souhaitée est sortie des urnes en Plexiglas: un tiers des sièges pour la Droite (groupe Wifak), un tiers pour la Gauche (Koutla ou Bloc démocratique) et le dernier tiers pour le Centre (Rassemblement National des Indépendants) et les Sans Appartenance Politique.

On entend ici par « Droite », non pas les représentants d'une bourgeoisie jalouse des valeurs démocratiques et libérales, mais un conglomérat de partis sans assises historiques ou populaires, dévoués à l'administration et au Makhzen (pouvoir central féodal) car fabriqués par lui en fonction de ses besoins électoraux. Fortement imprégnés de la mentalité féodale, ils constituent un appendice et, à l'occasion, une caisse de résonance de l'administration-makhzen s'alignant sur toutes ses positions et décisions.

Le « Centre », étiquette dont s'est affabulé le R.N.I. pour la circonstance, n'est qu'une variante de ces partis, communément appelés « partis de l'administration ». C'est un tampon que le pouvoir peut additionner dans ses calculs politiques à tel ou tel groupe pour confectionner une carte politique à géométrie variable recomposable à volonté. Sous l'ancien gouvernement dirigé par Karim Lamrani, le R.N.I. a été officiellement chargé de jouer l'opposition au gouvernement... Son président et gendre du Roi a été officiellement et publiquement chargé de cette tâche. Aujourd'hui, son rôle se trouve effectivement au centre du jeu de la démocratie façon makhzen. Si les élections législatives aboutissent comme prévu à la même configuration politique, il pourra soit additionner ses sièges à ceux du Wifak pour former une « majorité de droite » comme à l'accoutumé, soit les additionner à ceux de la Koutla pour former une coalition gouvernementale et permettre l'alternance tant souhaitée par le pouvoir.

Les Sans Appartenance Politique ont traditionnellement constitué les noyaux des futurs « partis de l'administration » fabriqués au gré des consultations électorales. Avec presque 12% des sièges, ils constituent un autre paramètre très malléable et non négligeable dans le jeu de la carte politique modulable à souhait.

La Koutla, ou Bloc démocratique regroupant les partis d'opposition représentés au parlement, s'est liée par un « pacte d'honneur » (que nous avons qualifié de marché de dupes) avec l'administration. Selon ce pacte, elle s'est engagée par avance à ne pas remettre en cause les résultats des élections. En contre partie, l'administration s'est engagée à ne pas les truquer comme ses précédentes. La Koutla escomptait remporter la majorité aux élections communales, prélude à la majorité parlementaire et au gouvernement de « l'alternance ».

L'objectif d'accéder au gouvernement est devenu pour ses principales composantes un objectif prioritaire au-dessus de toutes autres considérations. Aussi bien celles concernant la nécessité d'un programme électoral (inconnu à ce jour) que celles relatives aux alliances contre nature. Dans son discours et son approche des fameuses échéances électorales, la Koutla se voyait déjà au gouvernement... C'était sans compter avec la vraie nature de l'administration et le rôle qui lui est dévolu dans le cadre de la démocratie contrôlée façon Makhzen.

## **METHODES ANCIENNES ET INNOVATIONS**

Certes, nous n'avons pas assisté cette fois-ci à l'intervention massive de l'administration au premier degré : modification des contenus des urnes, modification au niveau central des résultats des bureaux de vote, intervention directe en faveur des candidats « pressentis »...etc. L'administration-makhzen a fait évoluer ses méthodes devenues indirectes, subtiles, sophistiquées, diffuses et généralisées...

L'objectif le plus important pour le pouvoir était de tracer le scénario et le contour général de la future carte ou paysage politique marocain : grosso modo 1/3 des sièges pour chaque groupe. Ainsi toutes les cartes politiques resteraient entre ses mains pour modeler et décider des majorités à volonté. Cet objectif central tracé, on pourra en déduire les détails au niveau de chaque circonscription en favorisant globalement telle ou telle tendance. Les méthodes d'intervention pour réaliser le détail sur le plan local du plan établi à l'échelle nationale doivent être en priorité indirectes : pressions, intimidations, provocations et encouragement des scissions au sein des partis d'opposition, campagne indirecte en faveur des candidats « pressentis », achats de voix auprès des nécessiteux, encouragement de la corruption et de l'utilisation de l'argent sale, constitution de milices et violence organisée entre candidats...etc. Si ces méthodes s'avèrent malgré tout insuffisantes, on passera la main aux anciennes méthodes qui ont déjà fait leurs preuves : intervention et truquage directs, répression, violence, arrestations et procès arbitraires...

Force est de constater que l'administration a réussi dans son entreprise. Les résultats sont là, tels que décidés à l'avance, et de plus, la mentalité féodale s'est généralisée en tant que mentalité dominante. Le viol des valeurs démocratiques se fait au grand jour, par tous les protagonistes. Achat de voix et de sièges, corruption et soudoiement sont monnaie courante dans le cadre de la « campagne électorale »!...

L'administration-Makhzen n'a pas truqué les élections à elle seule mais avec le consentement, ou du moins l'acceptation du fait accompli par les participants. La Koutla ne peut se targuer de n'avoir que des élus propres. Plusieurs parmi eux ont eu recours, ici ou là, à l'achat de voix et à la corruption. Parfois, dans le cadre du scénario tracé, le truquage direct ou indirect s'est fait en faveur du candidat de la Koutla pour la réalisation des quotas désirés par le pouvoir. Les citoyens nécessiteux se sont avérés corruptibles : est-ce la faute de l'administration ?...

Les milices des candidats ont exercé enlèvements et violences. Des manifestations de citoyens contre le truquage des résultats des élections ont été réprimées dans le sang. Il y a eu mort d'hommes. Des dizaines de militants démocrates membres du P.A.D.S. ont été injustement condamnés à des peines de prison ferme pour « incitation à l'abstention de vote »....

Bref, le vrai visage de la démocratie façon Makhzen est apparu de nouveau au grand jour.

## **LE PRIX DE « L'ALTERNANCE »**

Si les élections législatives aboutissent à la même configuration politique que celle des communales, la Koutla ne pourra prétendre à la fameuse alternance. De plus, de graves dissensions sont apparues entre ses différentes composantes et à l'intérieur de ces

composantes elles-mêmes. L'accès au gouvernement étant devenu son unique objectif à court terme, elle s'est laissée aller au pire des concessions :

- Pas de programme électoral ou gouvernemental clairement défini,
- Marchandage en vase clos avec le régime et marginalisation de l'opinion publique et des citoyens,
- Abandon des revendications fondamentales concernant l'amendement de la Constitution dans le sens d'un Etat de droit et chèque en blanc dans ce domaine pour prouver sa bonne foi et gagner la confiance du pouvoir,
- Acceptation de listes électorales truquées, d'un découpage électoral trafiqué de façon flagrante, d'un code électoral réprimant la libre opinion, du scrutin majoritaire à un seul tour favorisant la concurrence directe entre candidats de la même famille politique...
- Caution apportée par avance par le fameux « pacte d'honneur » à l'administration et au tentaculaire ministère de l'intérieur...etc.

Le pouvoir a engrangé toutes ces concessions : autant d'acquis pour la démocratie façon Makhzen. En contre partie, il faisait miroiter l'alternance en tant qu'objectif pratiquement acquis à la Koutla. Mais les résultats sont là et « les urnes ont parlé autrement ».

L'alternance est toujours souhaitée, mais la Koutla doit présenter davantage de concessions... Quitte à reporter les législatives et prendre le temps nécessaire au dernier round de marchandages en vase clos.

Si la Koutla désire toujours gouverner, elle devra s'aligner sans nuance sur les choix fondamentaux et la politique qui sévit depuis l'indépendance. Car pour le Makhzen, l'alternance n'a jamais signifié rien d'autre que le changement d'hommes (et de ministres jetables et consommables) dans le cadre stricte de la même politique tracée et décidée par le pouvoir absolu. De par sa Constitution, il détient souveraineté et pouvoirs législatif, judiciaire et exécutif. La démocratie façon Makhzen devient alors une simple façade enjolivant de façon avantageuse l'image de marque extérieure...

Droits Pluriels- Septembre 1997